

VEILLE BUDGÉTAIRE 2010



www.psac-afpc.com

Pour un budget au service de tous les Canadiens et Canadiennes : Les services de garde

L'idéologie conservatrice ignore les avantages des services de garde

Le financement d'un programme national de services de garde devrait être prioritaire dans le prochain budget fédéral. Il est temps que le gouvernement Harper enlève ses œillères idéologiques et qu'il fasse ce qu'il faut. Non seulement un tel programme est-il dans l'intérêt de nos enfants, mais il permettra au Canada de respecter ses engagements internationaux en matière de droits de la personne et sera avantageux pour les femmes qui travaillent.

L'investissement dans les services de garde aurait un effet stimulant sur l'économie

Le financement adéquat d'un système de garderies publiques de qualité à l'échelle du Canada comporterait d'énormes avantages pour les enfants, en plus de contribuer grandement à l'égalité des femmes et au bien-être des familles. Il créerait aussi des milliers de bons emplois pour les femmes et aiderait le pays à se sortir de la crise économique actuelle.

Une étude effectuée récemment par le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance révèle que l'investissement de 1 million de dollars dans le secteur des garderies permet de créer près de 40 emplois – c'est quatre fois plus d'emplois que l'investissement de la même somme dans le secteur de la construction!

La présidente de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, Jody Dallaire, a déclaré ce qui suit : « Calculer le meilleur investissement possible pour les impôts des contribuables et pour stimuler l'économie devrait être un jeu d'enfant pour le gouvernement s'il prend la peine de lire ce rapport important. »

Pour chaque dollar investi dans les programmes de garderies, le produit intérieur brut (PIB) du Canada croît de 2,30 \$ parce que des emplois sont créés et que les enfants et les familles en tirent parti. Plus de 90 % des coûts afférents à l'embauche de travailleuses et travailleurs en garderie reviennent aux administrations publiques sous forme de recettes fiscales accrues.

Mme Dallaire a déclaré : « En tant qu'économiste, le premier ministre Harper comprendra rapidement que financer les services de garde n'est pas uniquement la bonne chose à faire pour les enfants et les familles, mais que c'est aussi une chose intelligente à faire pour le Canada. » Elle a aussi souligné qu'« un investissement dans les services de garde se paierait pratiquement lui-même et immédiatement tout en créant des emplois nécessaires ».

Le financement de garderies publiques est un investissement encore plus rentable

Il est urgent d'investir dans les services de garde. Au Canada, moins d'une place en garderie sur cinq est publique. La plupart des enfants sont envoyés dans des centres privés à but lucratif et coûteux. En dépit des coûts élevés, ces centres n'offrent pas nécessairement de programmes d'aide précoce à l'apprentissage, ne répondent pas aux besoins des femmes qui sont sur le marché du travail et mettent parfois en péril la sécurité des enfants.

Selon une étude de l'UNICEF sur la pauvreté des enfants dans le monde, le Canada se situe dans les derniers rangs des pays développés

Depuis que les Conservateurs de Harper ont pris le pouvoir en 2006, ils ont annulé les ententes avec les provinces et territoires sur les services de garde. Ils ont aussi réduit radicalement le financement des programmes de garderies et l'ont remplacé par une soi-disant prestation universelle de 100 \$ par mois et par enfant de moins de 6 ans, cette somme étant pleinement imposable.

Lorsqu'on a demandé aux membres de l'AFPC si cette somme répondait à leurs besoins en matière de services de garde, ils ont indiqué qu'elle ne couvrait même pas le coût de deux jours en garderie dans une grande ville.

Nous avons besoin d'un investissement public dans les services de garde

De plus en plus de gens conviennent de la nécessité d'investir des fonds publics dans les services de garde – y compris des membres de la députation fédérale.

En décembre 2009, le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, où tous les partis sont représentés, a publié un rapport intitulé *Un avenir prospère et durable pour le Canada : Mesures fédérales nécessaires*, dans lequel il recommande ce qui suit :

[Que]le gouvernement fédéral, reconnaissant les compétences des provinces et des territoires et la nécessité de dédommager ceux de ces derniers qui décident de ne pas participer à un programme national, mette en place un plan national de garde d'enfants qui assurerait des services de grande qualité, abordables et inclusifs. Cet objectif devrait être réalisé par la voie des paiements de transferts fédéraux aux provinces et territoires participants et devrait s'assortir de cibles mesurables et de délais.

Il est temps que le gouvernement Harper donne la priorité aux enfants et non à son idéologie.